

NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6822/Add.1
26 octobre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA SITUATION DANS LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

Additif

1. Les renseignements ci-après concernant la situation dans la République Dominicaine m'ont été communiqués par mon représentant dans le pays, M. Jose Antonio Mayobre, depuis le 23 octobre 1965, date de la distribution de mon dernier rapport (S/6822) relatif à cette question.
2. Le 22 octobre, à 22 h 30, heure locale, des coups de feu ont été entendus en plusieurs points du quartier de Ciudad Nueva à Saint-Domingue; la fusillade s'est poursuivie sporadiquement pendant deux heures. D'après les renseignements recueillis par mon représentant, la fusillade a débuté dans le secteur de la forteresse d'Ozama et s'est ensuite étendue dans la partie est de la ville. Après une période de calme relatif, on a entendu un nouvel échange de coups de feu vers 5 heures le 23 octobre, mais les tirs ont rapidement pris fin. Dans la matinée du 23 octobre, la ville était calme mais il y régnait une atmosphère tendue. La fusillade qui a eu lieu pendant la nuit a fait trois morts et quatre blessés, tous des civils.
3. Dans la matinée du 23 octobre, mon représentant a envoyé un de ses collaborateurs dans la zone de la forteresse d'Ozama. Le commandant de la forteresse a indiqué à ce fonctionnaire des Nations Unies que la fusillade avait éclaté à la suite d'un tir au hasard déclenché sur ses hommes à partir de grands immeubles voisins donnant sur la forteresse. Il a déclaré que ses hommes avaient riposté à la mitrailleuse légère et avec d'autres armes de petit calibre chaque fois qu'ils repéraient l'éclair d'un coup de feu et qu'il ignorait si ce tir avait fait des victimes. Il a ajouté que plusieurs bombes incendiaires et des grenades avaient été lancées contre les murs de la forteresse d'Ozama, mais qu'aucune arme de gros calibre n'avait été employée de part et d'autre et que ses hommes n'avaient pas utilisé de grenades. Les renseignements parvenus à mon représentant montrent qu'un

tir sporadique mais aveugle s'est étendu à certains autres secteurs de la ville, en raison de la nervosité des troupes.

4. Le 23 octobre, mon représentant a appris, et ce renseignement a ensuite été confirmé, que le gouverneur et six autres fonctionnaires de la province de Valverde avaient été enlevés la nuit précédente près de Santiago par des inconnus qui les avaient emmenés et les avaient abattus sur la route de Puerto Plata. Le gouverneur a été tué et ses compagnons ont été blessés, mais d'après d'autres informations une autre personne aurait trouvé la mort au cours de cet incident.

5. Le 25 octobre, mon représentant m'a informé qu'en raison de la crise persistante qui marquait les relations entre l'autorité civile et les forces armées, et redoutant que les militaires n'occupent Ciudad Nueva, y compris le Palais national, le président Garcia Godoy avait demandé à la Force inter-américaine de paix de garder tous les points névralgiques et tous les bâtiments publics du quartier de Ciudad Nueva. A la suite de cette demande, les troupes de la Force interaméricaine se sont déployées dans la ville, le 25 octobre à 9 heures. Tout indique que cette opération a été menée à bien sans difficulté. On annonçait qu'une atmosphère calme mais tendue régnait dans l'ensemble de la ville.

6. Le même jour, des éléments des forces armées dominicaines, ayant préalablement mis en place des postes et des patrouilles, ont bouclé le secteur de Ciudad Nueva, imposant des restrictions à tous les déplacements de civils. Cette mesure a suscité de l'inquiétude parmi bon nombre de civils. Des groupes, composés surtout de jeunes gens, se sont rassemblés en différents points du quartier de Ciudad Nueva; un de ces groupes, qui s'était formé près de la forteresse d'Ozama, a essuyé des coups de feu tirés par des inconnus à partir de la rive opposée de la rivière Ozama. A la suite de ces coups de feu, la foule a été invitée à se disperser.

7. Ayant reçu de nombreuses plaintes émanant de la population civile au sujet de vexations imputables aux forces armées dominicaines à Ciudad Nueva, mon représentant s'est informé auprès du gouvernement. Il lui a été répondu que la situation paraissait confuse et faisait l'objet d'un échange de vues entre le Président et la Commission spéciale de l'OEA. Vers 10 h 30, les services de la Présidence publiaient un communiqué annonçant que les militaires des forces armées

dominicaines avaient reçu l'ordre de regagner leurs cantonnements et qu'il appartenait à la police nationale d'assurer dans la ville le maintien de l'ordre public, avec l'aide de la Force interaméricaine de paix. Par ailleurs, la Force interaméricaine de paix a fait savoir à mon représentant que la présence de militaires des forces armées dominicaines correspondait à un plan qu'elle avait elle-même conçu afin de faciliter le déploiement de ses propres troupes dans la ville. Les restrictions imposées aux déplacements de civils avaient pour but d'éviter qu'il y eût des victimes civiles dans l'éventualité d'une fusillade. Aussitôt cette opération terminée, la Force interaméricaine de paix avait demandé aux militaires des forces armées dominicaines de retirer leurs patrouilles et leurs postes.

